

OPINION. « Le défi des jeunes universités : quand l'ingéniosité ne suffit plus », par Benoit Roig et Vanessa Monteillet

La Tribune Dimanche - Rédaction

Benoit Roig, président de Nîmes Université et Vanessa Monteillet, MCF, élue du Conseil d'Administration alertent sur la baisse du financement des universités françaises, en particulier pour établissements jeunes et de proximité.

Depuis plusieurs années, le financement des universités françaises se dégrade de manière continue. L'augmentation des charges, en particulier salariales, décidées au niveau national bien souvent sans compensation intégrale, l'élargissement constant des missions confiées aux établissements et la faiblesse des revalorisations de dotations ont progressivement fragilisé l'équilibre économique de l'enseignement supérieur public. Cette évolution concerne l'ensemble du système universitaire et en menace aujourd'hui la soutenabilité.

Cette situation constitue cependant une peine plus lourde pour les établissements dont la dotation structurelle est, dès l'origine, insuffisante. Pour ces universités, chaque tension budgétaire nationale se traduit mécaniquement par une fragilisation plus rapide, plus profonde et plus difficile à absorber, y compris lorsque la gestion est rigoureuse, responsable et anticipatrice.

C'est dans ce contexte que Nîmes Université a récemment voté une motion d'alerte sur la dégradation progressive de sa situation financière. Le geste n'est pas anodin pour un établissement aussi jeune et jusque-là peu enclin à la revendication. Il n'est ni symbolique ni tactique. Il vise à signaler, de manière institutionnelle, que le modèle actuel de financement ne permet plus, à moyens constants, d'assurer durablement l'ensemble des missions que la République confie à ses universités.

Il importe de le souligner clairement : Nîmes Université ne présente aujourd'hui aucun indicateur financier dégradé. Grâce à une gestion rigoureuse et à des choix souvent difficiles (gel de formations, campagne d'emploi vierge, ...), l'établissement maintient ses équilibres comptables. Cette situation produit toutefois un effet paradoxal. Ne figurant pas parmi les universités identifiées comme étant en difficulté immédiate, elle échappe aux dispositifs de soutien, alors même qu'elle est l'établissement d'enseignement supérieur le plus sous-doté (en budget, en personnel) du pays.

Nîmes Université accueille environ 6 000 étudiants avec près de 300 personnels (administratifs et enseignants chercheurs), soit une dotation représentant environ la moitié de la moyenne observée pour les universités de même catégorie (pluridisciplinaire hors santé). Cette particularité n'est ni ponctuelle ni conjoncturelle : elle est structurelle.

Nîmes Université est en effet l'une des plus jeunes (créée en 2007) et des plus petites universités françaises. Cette jeunesse est une force. Elle a permis d'innover, de réinventer des manières d'enseigner, d'accompagner et de chercher. Elle a favorisé l'émergence d'un modèle d'université de proximité, profondément ancré dans son territoire, attentif aux parcours, aux fragilités et aux aspirations de ses étudiantes et étudiants.

Plus de 55 % des étudiants y sont boursiers. Près de la moitié des étudiantes et étudiants de première année sont les premiers de leur famille à accéder à l'enseignement supérieur. Cette réalité n'est pas périphérique : elle est au cœur même de la mission universitaire. Elle explique un mode de fonctionnement fondé sur l'accompagnement des études, une prise en charge particulière de la santé étudiante, de la lutte contre les différentes formes de précarité et l'attention portée à chaque trajectoire individuelle. Sur ces dimensions, les universités de proximité démontrent une efficacité reconnue et jouent un rôle essentiel dans l'effectivité de l'égalité des chances.

Depuis quinze ans, la communauté universitaire nîmoise a pourtant fait bien plus que tenir. Elle a inventé. Avec des moyens contraints, elle a développé des formations pertinentes axées métier, structuré des laboratoires reconnus, renforcé ses partenariats institutionnels et socio-économiques, et accueilli un nombre croissant d'étudiants, sans jamais renoncer à l'exigence académique.

Ce « bricolage » est ainsi devenu un mode de fonctionnement quotidien : inventer avec presque rien, exploiter chaque

ressource disponible, transformer la contrainte en levier pédagogique ou scientifique. Cette capacité d'adaptation repose sur l'engagement remarquable des personnels enseignants, chercheurs et administratifs, qui n'ont jamais considéré la pénurie comme un motif de renoncement.

Mais aujourd'hui, cette ingéniosité atteint ses limites. Elle ne suffit plus à compenser l'écart croissant entre les besoins réels et les moyens disponibles. Les marges se sont progressivement érodées. Chaque arbitrage budgétaire consiste désormais à renoncer à ce qui est nécessaire pour préserver ce qui est indispensable. Cette tension permanente fragilise les équipes, affecte les conditions d'étude et met sous pression des missions pourtant fondamentales.

La situation invite ainsi à une réflexion plus large sur le modèle universitaire français. Que souhaitons-nous pour l'enseignement supérieur public ? Un moteur d'émancipation, d'innovation et de cohésion territoriale, accessible à tous, ou un secteur durablement contraint, sommé de faire toujours plus avec toujours moins, au risque d'affaiblir progressivement son ambition scientifique et démocratique ?

La motion d'alerte votée par Nîmes Université ne relève pas de la protestation, ni d'un cri de désespoir. C'est un signal institutionnel responsable. Elle appelle à un ajustement raisonné et planifié du modèle de financement, en particulier pour les universités jeunes et de proximité : un soutien budgétaire ciblé pour sécuriser les missions essentielles, une révision structurelle des dotations, et un accompagnement pluriannuel à la hauteur d'un établissement encore en construction.

Dans des territoires comme le Gard (l'un des départements les plus pauvres de France, où la part des diplômés du supérieur est 8% en dessous du niveau national), l'université demeure un levier majeur d'ascension sociale. Elle accueille des étudiants souvent modestes, pour qui la proximité géographique est une condition d'accès aux études. Fragiliser ces établissements, c'est fragiliser en premier lieu les publics les plus vulnérables et compromettre durablement le développement territorial.

Il ne s'agit pas de revendiquer un privilège, mais de rétablir une cohérence. Si la France souhaite préserver, en tout endroit, un enseignement supérieur capable de former, d'innover, de produire des savoirs et de soutenir la cohésion sociale, alors les moyens doivent être alignés sur les missions confiées.

Nîmes Université est bien vivante, inventive, profondément engagée dans sa mission de service public. Cette énergie mérite mieux que l'épuisement silencieux. L'ingéniosité ne peut pas tout. Consolider les universités n'est ni un luxe ni un renoncement. C'est un choix politique clair en faveur de l'égalité, de la connaissance et de l'avenir. »

[Cet article est paru dans La Tribune dimanche \(France\) \(site web\)](#)

Note(s) :

Mis à jour : 2026-03-06 06:00 UTC +02:00

© 2026 La Tribune dimanche. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20260306-AARM-fr_trib_melody-3621398_melody-3621398